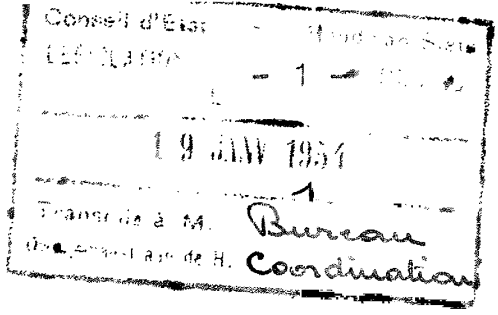
GK. L. 3944/1.



ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 3 novembre 1953, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant revision du tarif des taxes consulaires et du tarif des droits de chancellerie",

et, le 2 décembre 1953, sur un nouveau texte de ce projet, a donné le 14 décembre 1953 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3e November 1953 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende herziening van het tarief der consulaire rechten en van het tarief der kanselarijrechten",

en de 2e December 1953 over een nieuwe tekst van dit ontwerp, heeft de 14e December 1953 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

PROJET DE LOI PORTANT LE TARIF DES TAXES CONSULAIRES ET DES DROITS DE CHANCELLERIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre du Commerce extérieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre du Commerce extérieur sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier - TAXES CONSULAIRES.

Article 1er.-

§ 1er. Les taxes à percevoir dans les chancelleries consulaires de Belgique à l'étranger sont fixées, pour les actes y mentionnés, par le tarif I annexé à la présente loi.

§ 2. La réception des actes notariés par les consuls auxquels les attributions notariales ont été conférées, donne lieu à la perception des mêmes émoluments que ceux alloués dans les mêmes conditions aux notaires du Royaume.

Ces émoluments sont acquis de plein droit aux agents qui signent ces actes.

§ 3. Sauf pour les actes et frais prévus aux tarifs I ou II annexés à la présente loi, les tarifs en usage dans le Royaume sont applicables aux actes de la juridiction civile, commerciale et répressive dans les tribunaux consulaires belges en pays hors de chrétienté.

En matière civile et commerciale, les frais sont taxés par le tribunal consulaire. En matière répressive, les frais sont alloués par le tribunal consulaire lorsque le tarif en usage dans le Royaume confère cette allocation aux magistrats.

§ 4. Les frais de séjour et de déplacement des agents consulaires sont fixés conformément au tarif II annexé à la présente loi.

Article 2.-

§ 1er. La gratuité est acquise de plein droit en cas d'indigence justifiée.

Dans le cas d'actes présentés par un étranger et établis ou déjà visés par les autorités nationales de celui-ci, la gratuité du chef d'indigence n'est toutefois accordée que si l'établissement ou le visa de ces actes n'a pas donné lieu à perception d'une taxe par les dites autorités. Lorsque les actes doivent servir en vue du mariage d'indigents, les légalisations belges peuvent cependant et en tout état de cause, être accordées gratuitement.

§ 2. La gratuité est également acquise de plein droit :

.../...

1° aux documents. actes et interventions réclamés dans un intérêt public ou administratif, et notamment aux titres de voyage des fonctionnaires belges voyageant en service, ainsi qu'aux actes réclamés, en leur qualité officielle, pour leur usage personnel ou celui de leur suite, par les agents officiels des puissances étrangères, ce sous réserve de réciprocité;

2° aux arrêtés consulaires qui n'ont pour objet que la signification ou la transmission de requêtes ou de tous autres actes;

3° aux actes des tribunaux consulaires auxquels la gratuité est, dans les mêmes circonstances, acquise en Belgique;

4° aux certificats de vie et aux actes de notoriété devant servir en matière de pensions d'invalidité des invalides de guerre, quel que soit le montant de ces pensions, ainsi que pour la délivrance ou la légalisation de tous autres documents réclamés par les autorités civiles ou militaires belges et et devant accompagner les demandes, soit de majoration de pensions d'invalidité, soit de remboursement de frais relatifs à des soins médicaux, soit d'autres avantages de même ordre auxquels les intéressés pourraient avoir droit;

5° aux certificats de vie et aux actes de notoriété délivrés pour toutes autres pensions dont le montant annuel n'excède pas dix mille francs; lorsque ces certificats de vie et actes de notoriété se rapportent à des pensions dont le montant annuel

.../...

dépasse dix mille francs, sans être supérieur à vingt mille francs, la taxe est réduite de 50 p.c.;

6° aux actes et pièces concernant la milice;

7° aux certifications de signature nécessaires pour les opérations au grand livre de la dette publique;

8° aux actes relatifs à la Caisse générale d'épargne et de retraite et aux institutions qui en dépendent;

9° aux actes de chancellerie devant être produits par les sinistrés en vue de la réparation de dommages de guerre subis en Belgique.

§ 3. Le Roi peut attacher le bénéfice de la gratuité à la passation d'actes qui, en vertu de la loi, sont exonérés d'impôts ou de taxes en territoire belge.

Article 3.-

La gratuité ou la réduction des taxes dues conformément au tarif I annexé à la présente loi, seront acquises en vertu des arrangements que le Roi conclurait à cet effet avec les puissances étrangères sous la condition de réciprocité.

Article 4.-

Les taxes consulaires sont perçues en monnaie légale du lieu de la perception, au cours du

.../...

change tel qu'il est fixé mensuellement par le Roi ou par l'agent ou service qu'il désigne à cet effet.

Article 5.-

§ 1er. Les taxes perçues en vertu du tarif I annexé à la présente loi sont versées intégralement au Trésor lorsqu'elles ont été perçues par des agents émargeant au budget de l'Etat.

§ 2. Ces taxes sont acquises dans leur intégralité aux consuls non rétribués jusqu'à concurrence des sommes suivantes :

75.000 francs, s'il s'agit d'une agence consulaire;
120.000 francs, s'il s'agit d'un vice-consulat;
165.000 francs, s'il s'agit d'un consulat;
180.000 francs, si le titulaire du poste a rang de consul général.

§ 3. Il est attribué au Trésor 80 p.c. de l'excédent constaté après prélèvement des quotités fixées par le § 2. L'autre part, soit 20 p.c. de l'excédent, revient à l'agent intéressé.

§ 4. En cas de changement de titulaire en cours d'exercice, le calcul de la part revenant à chacun des agents en cause sur la quotité fixe afférente au poste envisagé sera effectué d'après ce barème et au prorata de la durée des fonctions de chacun des intéressés.

§ 5. Les recettes destinées à former les quotités fixes prévues au § 2 sont versées

.../...

en banque à un compte spécial sur lequel l'agent en cause est autorisé à prélever, à la fin de chaque trimestre, le montant lui revenant pour la période écoulée.

Article 6.-

§ 1er. Les agents du corps consulaire sont dispensés de fournir cautionnement pour garantir la remise au Trésor des sommes revenant à celui-ci sur les perceptions effectuées en vertu de la présente loi.

§ 2. Les titulaires des postes consulaires à l'étranger doivent tenir un registre, dont le modèle est arrêté par le Ministre des Affaires étrangères, et dans lequel tous les actes sont inscrits, au fur et à mesure de leur passation, avec indication, en francs et en monnaie locale, des sommes perçues. Ce registre doit être renvoyé en fin d'exercice au Ministre des Affaires étrangères qui établit la situation comptable de l'agent et lui fait connaître le montant à verser éventuellement au Trésor.

Article 7.-

§ 1er. Les rôles taxés dans le tarif I annexé à la présente loi se composent de deux pages comportant trente lignes à la page et vingt syllabes à la ligne.

.../...

§ 2. Le rôle commencé se paie en entier, s'il y en a un seul; il en est de même s'il y en a plusieurs, sous la réserve toutefois que tout rôle commencé comportant moins d'une page ne donne pas lieu à perception de la taxe.

§ 3. Les vacations sont de trois heures. La première vacation commencée est due en entier; les autres se payent au prorata du temps écoulé, toute heure commencée comptant toutefois pour une heure.

§ 4. Les actes tarifés par vacation constateront l'heure du commencement et celle de la fin des opérations, ainsi que les interruptions. S'il n'y a pas passation d'un acte ou établissement d'un procès-verbal, la mention de la durée sera faite sur un reçu ad hoc.

§ 5. Il n'est pas dû de droit particulier pour la rédaction de la minute des actes et procès-verbaux taxés à la vacation.

.../...

CHAPITRE II. - DROITS DE CHANCELLERIE PERCUS A L'ETRANGER.

Article 8.-

Lorsque les actes prévus au tarif I annexé à la présente loi sont passés par des agents diplomatiques non commissionnés en qualité de consul général, les taxes y afférentes sont perçues au titre de droits de chancellerie et le montant intégral en est versé au Trésor.

Les dispositions du chapitre Ier sont applicables à la perception de ces droits.

Article 9.-

Les agents diplomatiques perçoivent pour la réception des actes notariés les émoluments prévus par l'article 1er, § 2.

Les frais de séjour et de déplacement sont fixés conformément au tarif II annexé à la présente loi.

CHAPITRE III. - DROITS DE CHANCELLERIE PERCUS A L'INTERIEUR DU ROYAUME.

Article 10.-

Les taxes prévues au tarif I annexé à la présente loi sont, aux conditions énoncées dans celui-ci, applicables, au titre de droits de chancellerie, à la délivrance des visas de passeports et des visas en légalisation demandés dans un intérêt étranger, que les actes en question soient passés par le Ministre

.../...

des Affaires étrangères ou par les autorités administratives qu'il délègue à cet effet.

Les autres droits de chancellerie perçus à l'intérieur du Royaume sont fixés par le tarif III annexé à la présente loi.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS COMMUNES.

Article 11.-

§ 1er. Lorsque les circonstances l'exigent, le Roi peut modifier ou compléter les tarifs annexés à la présente loi et modifier le taux des quotités fixées par l'article 5.

Il peut également majorer de 200 p.c. au maximum le montant des taxes à percevoir pour les actes prévus au tarif I à passer dans des pays situés hors d'Europe où le coût de la vie serait particulièrement élevé.

§ 2. Lorsque les circonstances locales entraînent l'intervention consulaire pour des actes qui ne sont pas prévus aux tarifs annexés à la présente loi, le Roi fixe les taxes à percevoir de ce chef.

Article 12.-

Le mode de perception des taxes consulaires et des droits de chancellerie, la remise des fonds, la comptabilité et les autres détails d'application de la présente loi sont réglés par le Ministre des Affaires étrangères.

.../...

Article 13.-

Sont abrogés :

1° l'article 2 de l'arrêté royal du 12 juin 1933 portant relèvement de certains droits d'enregistrement et de timbre dus à raison de permis, d'autorisations et, plus généralement, de faveurs accordées par l'Etat à des particuliers, modifié par l'article 1er de l'arrêté royal n°21 du 19 octobre 1934 modifiant le régime des droits de timbre sur les passeports;

2° l'arrêté royal du 5 juillet 1933, modifié par les arrêtés royaux des 17 janvier 1934, 16 mai 1935, 26 mai 1936, 24 septembre 1936, 27 août 1938, 19 janvier 1939, 6 juillet 1939 et 7 mai 1940, par les arrêtés des ministres réunis en conseil des 28 mai 1942 et 17 juin 1943, par les arrêtés du Régent des 10 octobre 1946, 1er février 1947, 17 janvier 1948, 23 mars 1949 et par les arrêtés royaux des 18 janvier et 27 mars 1952;

3° l'article 2 de l'arrêté royal n°21 du 19 octobre 1934 précité;

4° l'article 97 de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbre;

5° l'arrêté du Régent du 5 septembre 1947 modifiant les droits de timbre en droits de chancellerie à percevoir pour les titres de voyage délivrés par les postes distributeurs de passeports à l'intérieur du Royaume;

6° l'arrêté du Régent du 26 juillet 1948 fixant certains droits à percevoir lors de la délivrance des titres de voyage par les postes distributeurs de passeports à l'intérieur du Royaume.

.../...

Article 14.-

La présente loi entre en vigueur en Belgique le quinzième jour après celui de sa publication au Moniteur belge, et, à l'étranger, le huitième jour après celui de sa réception par les agents diplomatiques et consulaires chargés de son application.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Le Ministre du Commerce extérieur,

A N N E X E

I. TARIF DES DROITS A PERCEVOIR PAR LES CONSULS BELGES A L'ETRANGER ET PAR LES AGENTS DIPLOMATIQUES NON COMMISSIONNES EN QUALITE DE CONSUL GENERAL.

(Ce tarif comprendrait le tableau A du tarif I annexé au projet).

II. TARIF DES FRAIS DE SEJOUR ET DE DEPLACEMENT.

1°	Frais de séjour du chef de poste ou du consul général	par jour	550 francs
2°	Frais de séjour d'un conseiller d'ambassade ou de légation ou d'un consul	"	440 francs
3°	Frais de séjour d'un secrétaire d'ambassade ou de légation ou d'un vice-consul	"	280 francs
4°	Frais de séjour d'un chancelier	"	200 francs

5° Frais de déplacement du chef de poste, d'un membre du personnel diplomatique, d'un agent de chancellerie ou d'un agent de consulat : le montant des déboursés.

Le compte des frais de déplacement sera affirmé par le consul pour les dépenses qui le concernent, et visé par lui pour celles qui concernent le vice-consul ou le chancelier.

.../...

Les frais de séjour et de déplacement incombent, en plus des taxes éventuellement dues, à la personne qui a demandé ou occasionné l'intervention de l'agent intéressé en dehors de la ville de résidence officielle de celui-ci. Les sommes ainsi perçues restent acquises à l'agent qui a effectué le déplacement.

III. TARIF DES DROITS DE CHANCELLERIE PERCUS A L'INTERIEUR DU ROYAUME.

(articles 2 et suivants du tarif III annexé au projet).

Vu pour être annexé au projet de loi portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Le Ministre du Commerce extérieur,

ONTWERP VAN WET HOUDENDE HET TARIEF DER CONSULAIRE RECHTEN EN KANSELARIJRECHTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Minister van Buitenlandse Handel

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Buitenlandse Handel zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I.- CONSULAIRE RECHTEN.

Artikel 1.-

§ 1. De rechten welke op de consulaire kanselarijen van België in het buitenland worden geheven, zijn, voor de daarin vermelde akten, door het bij deze wet gevoegde tarief I vastgesteld.

.../...

§ 2. Voor het ontvangen van notariële akten door consuls met notariële bevoegdheid, wordt dezelfde beloning toegekend als aan de notarissen van het Rijk in deze omstandigheden wordt verleend.

Deze beloning komt van rechtswege toe aan de ambtenaren die deze akten ondertekenen.

§ 3. Behalve de akten en kosten genoemd in het bij deze wet gevoegde tarief I of II, zijn de in het Rijk gebruikelijke tarieven van toepassing op de akten der rechtspraak in burgerlijke, handels- en strafzaken bij de Belgische consulaire rechtbanken in de landen buiten christenheid.

In burgerlijke en handelszaken worden de kosten door de consulaire rechtbank begroot. In strafzaken worden de kosten door de consulaire rechtbank toegewezen, wanneer deze toewijzing krachtens het in het Rijk gebruikelijke tarief aan de magistraten toekomt.

§ 4. De reis- en verblijfkosten van de consulaire ambtenaren worden overeenkomstig het bij deze wet gevoegde tarief II vastgesteld.

Artikel 2.-

§ 1. Kosteloosheid wordt van rechtswege verleend in geval van behoorlijk bewezen onvermogen.

Voor de door een vreemdeling voorgelegde akten welke door zijn landsoverheden zijn opgemaakt of reeds gevisеerd, wordt kosteloosheid wegens onvermogen slechts verleend indien deze overheden voor het opmaken

.../...

of visoren van de akten geen recht hebben geheven. Zo deze akten moeten dienen voor het huwelijk van behoeftigen, kunnen de Belgische legalisaties echter in ieder geval kosteloos toegestaan worden.

§ 2. Kosteloosheid wordt eveneens van rechtswege verleend :

1° voor documenten, akten en bemoeiingen aangevraagd met het oog op het openbaar of administratief belang, inzonderheid voor de reispassen van Belgische ambtenaren die reizen voor de dienst, alsook voor akten aangevraagd door de officiële agenten van buitenlandse mogendheden in hun officiële hoedanigheid, voor hun persoonlijk gebruik of voor dat van hun gevolg, zulks onder voorbehoud van wederkerigheid;

2° voor consulaire besluiten die enkel als voorwerp hebben de betekening of de doorzending van verzoekschriften of van alle andere akten;

3° voor akten van de consulaire rechtbanken, waarvoor in dezelfde omstandigheden kosteloosheid in België wordt verleend;

4° voor levensbewijzen en akten van bekendheid afgegeven voor invaliditeitspensioenen van oorlogsinvaliden, welk ook het bedrag dezer pensioenen weze, alsmede voor de afgifte of de legalisatie van alle andere door de Belgische militaire of burgerlijke overheid gevorderde bescheiden welke dienen gevoegd te worden bij de aanvragen hetzij om verhoging van

.../...

het invaliditeitspensioen, hetzij om terugbetaling van kosten voor geneeskundige verzorging, hetzij om het verkrijgen van andere voordelen van dezelfde aard waarop de betrokkenen recht mochten hebben;

5° voor levensbewijzen en akten van bekendheid afgegeven voor alle andere pensioenen waarvan het jaarlijks bedrag tien duizend frank niet te boven gaat; wanneer deze bewijzen en akten betrekking hebben op pensioenen waarvan het jaarlijks bedrag hoger is dan tien duizend frank maar lager dan twintig duizend frank, wordt het recht met 50 t.h. verminderd;

6° voor akten en stukken betreffende de dienstplicht;

7° voor de waarmerking van handtekeningen, nodig voor de verrichtingen in het grootboek der Staatsschuld;

8° voor akten betreffende de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en de daarvan afhangende inrichtingen;

9° voor de kanselarijakten welke de getroffenen moeten overleggen met het oog op het herstel van oorlogsschade in België geleden.

§ 3. De Koning kan toestaan dat de akten welke krachtens de wet op Belgisch grondgebied van belastingen of rechten zijn vrijgesteld, kosteloos worden opgemaakt.

Artikel 3.-

Kosteloosheid of vermindering van de rechten verschuldigd overeenkomstig het bij deze wet gevoegde tarief I, wordt verleend op grond van regelingen welke de Koning daartoe ,op beding van wederkerigheid, met buitenlandse mogendheden mocht sluiten.

.../...

Artikel 4.-

De consulaire rechten worden geïnd in de wettelijk gangbare munt van de plaats der inning, volgens de wisselkoers welke de Koning, dan wel de ambtenaar of de dienst die hij hiermede belast, maandelijks vaststelt.

Artikel 5.-

§ 1. De rechten krachtens het bij deze wet gevoegde tarief I geïnd, worden in hun geheel in de Schatkist gestort wanneer zij geïnd worden door ambtenaren die uit 's Rijks begroting betaald worden.

§ 2. Deze rechten komen de onbezoldigde consuls geheel toe, tot de volgende bedragen :

75.000 frank voor een consulair agentschap;

120.000 frank voor een vice-consulaat;

165.000 frank voor een consulaat;

180.000 frank wanneer de titularis van de post de rang van consul-generaal heeft.

§ 3. De Schatkist komt 80 t.h. toe van het vastgestelde overschot na afhouding der in § 2 genoemde bedragen. Het andere deel, dit is 20 t.h. van het overschot, komt de betreffende ambtenaar toe.

§ 4. Ingeval een titularis in de loop van het dienstjaar vervangen wordt, wordt het deel dat aan ieder der betreffende ambtenaren toekomt op het aan bedoelde post verbonden vaste bedrag berekend volgens deze schaal en naar rato van de duur van de ambtsuitoefening van iedere belanghebbende.

.../...

§ 5. De ontvangsten bestemd voor het samenstellen der in § 2 vermelde vaste bedragen worden in een bank gestort en wel op een afzonderlijke rekening waarvan de betreffende ambtenaar op het einde van elk trimester het bedrag, dat hem voor het afgelopen tijdperk toekomt, kan afnemen.

Artikel 6.-

§ 1. De ambtenaren van het consulaire korps zijn ontheven van elke borgstelling als onderpand voor de afgifte aan de Schatkist van de sommen welke haar op de krachtens deze wet verrichte inningen toekomen.

§ 2. De titularissen van consulaire posten in het buitenland moeten een register houden waarvan de Minister van Buitenlandse Zaken het model vaststelt en waarin alle akten in de volgorde, waarin zij zijn opgemaakt, worden ingeschreven onder opgave van de geïnde bedragen in frank en in plaatselijke munt. Dit register moet op het einde van elk dienstjaar teruggezonden worden aan de Minister van Buitenlandse Zaken, die de kasrekening van de betreffende ambtenaar opmaakt en hem eventueel mededeelt welk bedrag hij in de Schatkist moet storten.

Artikel 7.-

§ 1. De volgens het bij deze wet gevoegde tarief I getarifeerde rollen bestaan uit twee bladzijden van dertig regels per bladzijde en twintig lettergrepen per regel.

.../...

§ 2. De begonnen rol wordt geheel betaald, indien er slechts één is; hetzelfde geldt wanneer er meer zijn, onder het voorbehoud echter dat voor een begonnen rol van minder dan één bladzijde, geen recht wordt geïnd.

§ 3. De vacaties duren drie uren. De begonnen eerste vacatie is geheel verschuldigd; de andere vacaties worden betaald naar rato van de verlopen tijd; elk begonnen uur telt echter voor een uur.

§ 4. De per vacatie getarifeerde akten vermelden het uur van het begin en van het einde der verrichtingen, alsmede de onderbrekingen. Indien er geen akte noch proces-verbaal wordt opgemaakt, wordt de duur op een daartoe bestemd ontvangbewijs aangegeven.

§ 5. Voor het opstellen van de minuut der per vacatie getarifeerde akten en processen-verbaal is geen bijzonder recht verschuldigd.

HOOFDSTUK II.- KANSELARIJRECHTEN IN HET BUITENLAND GEHEVEN.

Artikel 8.-

Wanneer de akten bedoeld in het bij deze wet gevoegde tarief L worden opgemaakt door diplomatieke ambtenaren die niet tot consul-generaal zijn aangesteld, worden de rechten, die er betrekking op hebben, geïnd als kanselarijrechten en wordt het bedrag er van geheel in de Schatkist gestort.

.../...

De bepalingen van hoofdstuk I gelden voor de inning van deze rechten.

Artikel 9.-

Voor het ontvangen der notariële akten wordt aan de diplomatieke ambtenaren de bij artikel 1, § 2, bedoelde beloning toegekend.

De reis- en verblijfkosten worden overeenkomstig het bij deze wet gevoegde tarief II vastgesteld.

HOOFDSTUK III.- KANSELARIJRECHTEN IN HET BINNENLAND GEHEVEN.

Artikel 10.-

De rechten genoemd in het bij deze wet gevoegde tarief I zijn, volgens de regelen welke het bepaalt, als kanselarijrechten toepasselijk op het afgeven van visa van paspoorten en visa tot legalisatie in het belang van een vreemdeling aangevraagd, onverschillig of deze akten door de Minister van Buitenlandse Zaken dan wel door de administratieve overheden die hij daartoe belast, zijn opgemaakt.

De overige in het binnenland geheven kanselarijrechten zijn in het bij deze wet gevoegde tarief III vastgesteld.

.../...

HOOFDSTUK IV.- GEMEENE BEPALINGEN.

Artikel 11.-

§ 1. Wanneer de omstandigheden zulks vereisen, kan de Koning de bij deze wet gevoegde tarieven wijzigen of aanvullen en de in artikel 5 vastgestelde bedragen veranderen.

Ook kan hij een verhoging van ten hoogste 200 t.h. toepassen op het bedrag van de rechten te heffen op de in tarief I genoemde akten welke in de landen buiten Europa, waar het leven buitengewoon duur is, moeten worden opgemaakt.

§ 2. Wanneer de plaatselijke omstandigheden consulaire bemoeiing vergen voor akten, welke niet in de bij deze wet gevoegde tarieven zijn vermeld, bepaalt de Koning welke rechten daarvoor dienen geheven te worden.

Artikel 12.-

De Minister van Buitenlandse Zaken regelt de wijze van heffing der consulaire rechten en kanselarijrechten, de afgifte der gelden, de comptabiliteit en de andere bijzonderheden betreffende de toepassing van deze wet.

Artikel 13.-

Opgeheven worden :

.../...

1° artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 Juni 1933 tot verhoging van sommige registratie- en zegelrechten verschuldigd wegens verloven, machtigingen en, over 't algemeen, gunsten verleend door de Staat aan particulieren, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr 21 van 19 October 1934 tot wijziging van het regime der zegelrechten op de paspoorten;

2° het koninklijk besluit van 5 Juli 1933 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 Januari 1934, 16 Mei 1935, 26 Mei 1936, 24 September 1936, 27 Augustus 1938, 19 Januari 1939, 6 Juli 1939 en 7 Mei 1940, bij de besluiten van de in raad vergaderde ministers van 28 Mei 1942 en 17 Juni 1943, bij de besluiten van de Regent van 10 October 1946, 1 Februari 1947, 17 Januari 1948, 23 Maart 1949 en bij de koninklijke besluiten van 18 Januari en 27 Maart 1952;

3° artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit nr 21 van 19 October 1934;

4° artikel 97 van het besluit van de Regent van 26 Juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten;

5° het besluit van de Regent van 5 September 1947 houdende verandering der zegelrechten in kanselarijrechte te heffen voor reistitels afgeleverd door de posten belast met de aflevering van paspoorten in het binnenland;

6° het besluit van de Regent van 26 Juli 1948 tot vaststelling van zekere rechten die dienen geïnd bij de aflevering van reistitels door de verschillende paspoortenbureelen in het binnenland.

.../...

Artikel 14.-

Deze wet treedt in België in werking de vijftiende dag na haar bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, en, in het buitenland, de achtste dag na die, waarop de diplomatieke en consulaire ambtenaren die met de toepassing zijn belast, haar hebben ontvangen.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Buitenlandse Handel,

B I J L A G E .

I. TARIEF VAN DE RECHTEN TE HEFFEN DOOR DE BELGISCHE CONSULS IN HET BUITENLAND EN DOOR DE NIET TOT CONSUL-GENERAAL AANGESTELDE DIPLOMATIEKE AMBTENAREN.

(Dit tarief zou bestaan uit tabel A van het bij het ontwerp gevoegde tarief I).

II. TARIEF VAN DE REIS- EN VERBLIJFKOSTEN.

1°	Verblijfkosten van het hoofd van de post of van de consul-generaal	per dag	550 frank
2°	Verblijfkosten van een ambassade- of gezantschapsraad of van een consul	"	400 frank
3°	Verblijfkosten van een ambassade- of gezantschapssecretaris of van een vice-consul	"	280 frank
4°	Verblijfkosten van een kanselier	"	200 frank
5°	Reiskosten van het hoofd van de post, van een lid van het diplomatiek korps, van een kanselarijambtenaar of van een consulair ambtenaar :	het bedrag der uitgaven.	

De rekening der reiskosten wordt voor echt verklaard door de consul wanneer zij door hem gedane uitgaven betreffen en door hem geviseerd voor de uitgaven van de vice-consul of van de kanselier.

.../...

De reis- en verblijfkosten komen,samen met de eventueel verschuldigde rechten,ten laste van degene die de bemoeiing van de betreffende ambtenaar buiten de stad van diens officiële standplaats heeft gevraagd of veroorzaakt. De op deze wijze geïnde bedragen komen toe aan de ambtenaar die de reis heeft gedaan.

III. TARIEF VAN DE IN HET BINNENLAND GEHEVEN KANSELARIJRECHTEN.

(artikel 2 en volgende van het bij het ontwerp gevoegde tarief III).

Ons bekend om te worden gevoegd bij het ontwerp van wet houdende het tarief der consulaire en kanselarijrechten.

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Buitenlandse Handel,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN,
F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation
F. VAN GOETHEM,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter
raadsheren van State
bijzitters van de afdeling wetgeving
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Affaires étrangères.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Buitenlandse Zaken.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State

R. DECKMYN.